

“Responsabilité du savant dans le monde d’aujourd’hui. Le savant et l’appareil militaire”
Alexander Grothendieck, Faculté des sciences de Paris, 15.12.1970

Ce texte reproduit, approximativement, la présentation d’Alexandre Grothendieck par lui-même au cours de la discussion publique “Le travailleur scientifique et la machine sociale”, qui a eu lieu à la faculté des sciences de Paris (Paris-VI), le mardi 15 décembre 1970, avec la participation du comité Survivre.

Il est assez peu courant que des scientifiques se posent la question du rôle de leur science dans la société. J’ai même l’impression très nette que plus ils sont haut situés dans la hiérarchie sociale et plus par conséquent ils se sont identifiés à l’establishment, ou moins ils sont contents de leur sort et moins ils ont tendance à remettre en question cette religion qui nous a été inculquée dès les bancs de l’école primaire : toute connaissance scientifique est bonne, quel que soit son contexte ; tout progrès technique est bon. Et comme corollaire : la recherche scientifique est toujours bonne. Aussi les scientifiques, y compris les plus prestigieux, ont-ils généralement une connaissance de leur science exclusivement “de l’intérieur”, plus éventuellement une connaissance de certains rapports administratifs de leur science avec le reste du monde. Se poser une question comme : la science actuelle en général, ou mes recherches en particulier, sont-elles utiles, neutres ou nuisibles à l’ensemble des hommes ? Cela n’arrive pratiquement jamais, la réponse étant considérée comme évidente par les habitudes de pensée enracinées depuis l’enfance et léguées depuis des siècles. Pour ceux d’entre nous qui sommes des enseignants, la question de la finalité de l’enseignement, ou même simplement celle de son adaptation aux débouchés, est tout aussi rarement posée.

Pas plus que mes collègues, je n’ai fait exception à la règle. Pendant près de vingt-cinq ans, j’ai consacré la totalité de mon énergie intellectuelle à la recherche mathématique, tout en restant dans une ignorance à peu près totale sur le rôle des mathématiques dans la société, c’est-à-dire pour l’ensemble des hommes, sans même m’apercevoir qu’il y avait là une question qui méritait qu’on se la pose ! La recherche avait exercé sur moi une grande fascination, et je m’y étais lancé dès que j’étais étudiant, malgré l’avenir incertain que je prévoyais comme mathématicien, alors que j’étais étranger en France. Les choses se sont aplanies par la suite : j’ai découvert l’existence du CNRS et j’y ai passé huit années de ma vie, de 1950 à 1958, toujours émerveillé à l’idée que l’exercice de mon activité favorite m’assurait en même temps la sécurité matérielle, plus généreusement d’ailleurs d’année en année. Depuis 1959, j’ai été professeur à l’Institut des hautes études scientifiques (IHES), qui est un petit institut de recherche pure créé à ce moment, subventionné à l’origine uniquement par des fonds privés (industries). Avec mes quelques collègues, j’y jouissais de conditions de travail exceptionnellement favorables, comme on n’en trouve guère ailleurs qu’à l’Institute for Advanced Study, à Princeton, qui avait d’ailleurs servi de modèle à l’IHES. Mes relations avec les autres mathématiciens (comme, dans une large mesure, celles des mathématiciens entre eux) se bornaient à des discussions mathématiques sur des questions d’intérêts communs, qui fournissaient un sujet inépuisable. N’ayant eu d’autre enseignement à donner qu’au niveau de la recherche, avec des élèves préparant des thèses, je n’avais guère eu l’occasion d’être directement confronté aux problèmes de l’enseignement ; d’ailleurs, comme la plupart de mes collègues, je considérais que l’enseignement au niveau élémentaire était une diversion regrettable dans l’activité de recherche, et j’étais heureux d’en être dispensé.

Heureusement, il commence à y avoir une petite minorité de scientifiques qui se réveillent plus ou moins brutalement de l’état de quiétude parfaite que je viens de décrire. En France, le mois de mai 1968 a été dans ce sens un puissant stimulant sur beaucoup de scientifiques ou d’universitaires. Le cas de Claude Chevalley est à ce sujet particulièrement éloquent. Pour moi, ces événements m’ont fait prendre conscience de l’importance de la question de l’enseignement universitaire et de ses relations avec la recherche, et j’ai fait partie d’une commission de travail à la faculté des sciences d’Orsay, chargée de mettre au point des projets de structure (nos conclusions tendant à une distinction assez nette entre le métier d’enseignant et celui de chercheur ont été d’ailleurs battues en brèche avec une rare unanimité par les assistants et les professeurs, et les rares étudiants qui se sont mêlés aux débats). Cependant, n’étant pas enseignant, ma vie professionnelle n’a été en rien modifiée par le grand brassage idéologique de Mai 68.

Néanmoins, depuis environ une année, j’ai commencé à prendre conscience progressivement de l’urgence d’un certain nombre de problèmes, et depuis fin juillet je consacre la plus grande partie de mon temps en militant pour le mouvement Survivre, fondé en juillet à Montréal. Son but est la lutte pour la survie de l’espèce humaine, et même de la vie tout court, menacée par le déséquilibre écologique croissant causé par

une utilisation indiscriminée de la science et de la technologie et par des mécanismes sociaux suicidaires, et menacée également par des conflits militaires liés à la prolifération des appareils militaires et des industries d'armement. Les questions soulevées dans le petit tract qui a annoncé la réunion d'aujourd'hui font partie de la sphère d'intérêt de Survivre, car elles nous semblent liées de façon essentielle à la question de notre survie. On m'a suggéré de raconter ici comment s'est faite la prise de conscience qui a abouti à un bouleversement important de ma vie professionnelle et de la nature de mes activités.

Pour ceci, je devrais préciser que, dans mes relations avec la plupart de mes collègues mathématiciens, il y avait un certain malaise. Il provenait de la légèreté avec laquelle ils acceptaient des contrats avec l'armée (américaine le plus souvent), ou acceptaient de participer à des rencontres scientifiques financées par des fonds militaires. En fait, à ma connaissance, aucun des collègues que je fréquentais ne participait à des recherches de nature militaire, soit qu'ils jugent une telle participation comme répréhensible, soit que leur intérêt exclusif pour la recherche pure les rendent indifférents aux avantages et au prestige qui est attaché à la recherche militaire. Ainsi, la collaboration des collègues que je connais avec l'armée leur fournit un surplus de ressources ou des commodités de travail supplémentaires, sans contrepartie apparente sauf la caution implicite qu'ils donnent à l'armée.

Cela ne les empêche d'ailleurs pas de professer des idées "de gauche" ou de s'indigner des guerres coloniales (Indochine, Algérie, Viêt Nam) menées par cette même armée dont ils recueillent volontiers la manne bien-faisante. Ils donnent généralement cette attitude comme justification de leur collaboration avec l'armée puisque, d'après eux, cette collaboration "ne limitait en rien" leur indépendance par rapport à l'armée, ni leur liberté d'opinion. Ils se refusent à voir qu'elle contribue à donner une auréole de respectabilité et de libéralisme à cet appareil d'asservissement, de destruction et d'aviilissement de l'homme qu'est l'armée.

Il y avait là une contradiction qui me choquait. Cependant, habitué depuis mon enfance aux difficultés qu'il y a à convaincre autrui sur des questions morales qui me semblent évidentes, j'avais le tort d'éviter les discussions sur cette question importante et je me cantonnais dans le domaine des problèmes purement mathématiques, qui ont ce grand avantage de faire aisément l'accord des esprits.

Cette situation a continué jusqu'au mois de décembre 1969, où j'appris fortuitement que l'IHES était depuis trois ans financé partiellement par des fonds militaires. Ces subventions d'ailleurs n'étaient assorties d'aucune condition ou entrave dans le fonctionnement scientifique de l'IHES; et elles n'avaient pas été portées à la connaissance des professeurs par la direction - ce qui explique mon ignorance à leur sujet pendant si longtemps. Je réalise maintenant qu'il y avait eu négligence de ma part, et que vu ma ferme détermination à ne pas travailler dans une institution subventionnée par l'armée il m'appartenait de me tenir informé sur les sources de financement de l'institution où je travaillais.

Quoi qu'il en soit, je fis aussitôt mon possible pour obtenir la suppression des subventions militaires de l'IHES. De mes quatre collègues, deux étaient en principe favorables au maintien de ces subventions, un autre était indifférent, un autre hésitant sur la question de principe.

Tout compte fait, tous quatre auraient préféré la suppression des subventions militaires plutôt que mon départ. Ils firent même une démarche en ce sens auprès du directeur de l'IHES, contredites peu après par des démarches contraires de deux de ces collègues. Aucun d'eux n'était disposé à appuyer à fond mon action, ce qui aurait certainement suffi à obtenir gain de cause. Il est inutile d'entrer ici dans le détail des péripéties qui ont abouti à me convaincre qu'il était impossible d'obtenir une quelconque garantie que l'IHES ne serait pas subventionné par des fonds militaires à l'avenir. Cela m'a conduit à quitter cet institut au mois de septembre. Pour l'année académique 1970-1971, je suis professeur associé au Collège de France.

Après quelques semaines d'amertume et de déception, j'ai réalisé qu'il est préférable pour moi que l'issue ait été telle que je l'ai décrite. En effet, lorsqu'il semblait à un moment donné que la situation "allait s'arranger", je me disposais déjà à retourner entièrement à des efforts purement scientifiques. C'est de m'être vu dans une situation où j'ai dû abandonner une institution dans laquelle j'avais donné le meilleur de mon œuvre mathématique (et dont j'avais été le premier, avec J. Dieudonné, à fonder la réputation scientifique) qui m'a donné un choc d'une force suffisante pour m'arracher à mes intérêts purement spéculatifs et scientifiques, et pour m'obliger, après des discussions avec de nombreux collègues, à prendre

conscience du principal problème de notre temps, celui de la survie, dont l'armée et les armements ne sont qu'un des nombreux aspects. Ce dernier m'apparaît encore comme le plus flagrant du point de vue moral, mais non comme le plus fondamental pour l'analyse objective des mécanismes qui sont en train d'entraîner l'humanité vers sa propre destruction.